

# Bilan de la formation

**Année 1999-2000**

*Conseil d'orientation  
et de perfectionnement  
du Clemi le 12 juin 2001*

Cleml - Centre de liaison de l'enseignement et des moyens d'information  
Direction associée au Centre national de documentation pédagogique, CNDP  
391 bis rue de Vaugirard, 75015 Paris  
Téléphone : 01 53 68 71 00  
Télécopie : 01 42 50 16 82  
[www.cleml.org](http://www.cleml.org)

**Rapport de synthèse  
concernant les activités  
de formation réalisées  
par le Clemi durant  
l'année scolaire 1999/2000**

*Conseil d'orientation  
et de perfectionnement  
12 juin 2001*

© Clemi, mai 2001  
Photo de couverture : Jean Suquet/CNDP  
Conception graphique : Catherine Le Troquier

# Sommaire

<b>Introduction</b> .....	<b>7</b>
<b>Les actions de formation menées par le Clemi national</b> .....	<b>10</b>
Nature et répartition des publics	
Les actions de formation tournées vers l'international	
Les actions du Plan national de formation	
<b>Les actions de formation menées par les équipes académiques</b> .....	<b>18</b>
La formation continue	
- Caractéristiques	
- De nouveaux dispositifs de formation : les colloques	
La formation initiale	
<b>Bilan chiffré</b> .....	<b>23</b>
<b>Les contenus de la formation continue</b> .....	<b>25</b>
<b>Annexes</b> .....	<b>29</b>
Formations réalisées par le Clemi national .....	<b>31</b>
Formations réalisées en direction de l'international .....	<b>45</b>
Stages des Plans académiques de formation .....	<b>57</b>
• Colloques organisés par les équipes académiques	
• Modules proposés dans le cadre de la formation initiale	
• Thèmes et publics de la formation continue :	
- Presse écrite et journal scolaire	
- Semaine de la presse à l'École	
- Des images à l'École	
- Domaines spécifiques	



# *Introduction*

**C**e rapport fait ressortir, pour l'année scolaire 1999/2000, une activité de formation riche et diversifiée, sous l'impulsion tout particulièrement des coordonnateurs académiques.

**19 876 stagiaires**, essentiellement composés d'enseignants et de formateurs, ont participé à des actions de formation organisées par le Clemi, dont près de 80 % au niveau académique. Le Clemi national (4106 stagiaires) et les actions de formation initiale (1549 stagiaires) se partagent les 20 % restant.

Comme chaque année, un développement particulier de ce rapport a été consacré à un aspect spécifique de la formation. L'année dernière, il s'agissait des formations intégrées dans des actions de partenariat impliquant conjointement médias et établissements scolaires. Cette année, nous avons souhaité faire une place particulière aux **formations organisées en direction de l'international** afin de mettre en valeur la diversité de la demande dans ce secteur, sa vitalité et les principales attentes de nos collègues étrangers (cf. pp 13 à 16 de ce rapport).

Un dernier point mérite peut-être d'être mentionné, c'est la très grande diversité des dispositifs de formation que le Clemi et ses équipes sont amenés à faire fonctionner et, dans de nombreux cas, à inventer. Nous avons, pour donner une certaine visibilité aux différents modes d'intervention des formateurs, reconduit la notion de « conseil », aux côtés des formes plus traditionnelles du stage ou de l'intervention ponctuelle.



# *Rapport de Synthèse concernant les activités de formation réalisées par le Clemi durant l'année scolaire 1999/2000*

**D**epuis 1991, le Clemi réalise chaque année un bilan des activités de formation menées au cours de l'année écoulée, tant au plan national qu'académique. Celui-ci permet de présenter à la fois une « photographie » de ces activités et, pour certaines d'entre elles, une mise en perspective sur plusieurs années.

Compte tenu du fait que la majorité des activités de formation du Clemi sont organisées dans le cadre des structures de la formation continue des personnels de l'Éducation nationale, et qu'elles dépendent, pour leur réalisation, des politiques de la formation continue mises en œuvre au sein de ces structures, ainsi que des moyens financiers disponibles, on peut considérer que la « photographie » proposée n'est pas exempte d'un certain flou : certes, elle reflète la demande de formation exprimée par les enseignants, mais elle reflète aussi la capacité et la volonté des structures de formation à y répondre. Les évolutions du dispositif de la formation continue (transfert de ces activités en direction des IUFM, vigilance accrue de l'administration par rapport aux absences des enseignants désireux de suivre des stages, transfert progressif des actions de formateurs de formateurs du national vers les académies)

ont entraîné, dans certains cas, des révisions à la baisse des activités de formation programmées. D'autre part elle reflète l'activité d'un réseau de formateurs plus qu'elle ne rend compte de manière exhaustive, de ce qui se fait dans le champ de « l'éducation aux médias ». **Des formations, sur des thèmes similaires ou voisins, ont pu être organisées par d'autres formateurs que par ceux qui s'inscrivent explicitement dans le projet pédagogique du Clemi. C'est notamment le cas dans un certain nombre d'IUFM. Elles ne sont pas prises en compte ici.**

Afin d'introduire dans ce rapport de synthèse, par définition un peu aride, du concret, et d'illustrer par quelques exemples les points généraux qui sont abordés, des annexes ont été jointes. Elles n'ont pas valeur d'exemplarité, mais tout simplement de témoignage et de reflet de la diversité du travail qui est accompli au quotidien, tant au plan national qu'académique.

Dans le même ordre d'idée, la partie consacrée aux contenus de la formation continue cherche, au-delà des grandes tendances, à rendre perceptible la variété des initiatives de formation prises dans les différentes Académies. **Par-delà les chiffres, ce sont en effet des enseignants, des forma -**

teurs, qui, au quotidien, donnent vie et sens au projet pédagogique du Clemi.

Enfin nous suggérons au lecteur de se reporter aux rapports des années précédentes pour tout ce qui touche aux effets de démultiplication et de mise en synergie. Il y trouvera aussi des éléments rétrospectifs concernant d'une part les actions de formation réalisées dans le cadre du PNF de 1989 à 1996 (rapport 95/96), et d'autre part, certaines des initiatives les plus significatives menées dans le domaine de l'éducation à l'image d'information (rapport 97/98).

## *1) Les actions de formation menées par le Clemi national*

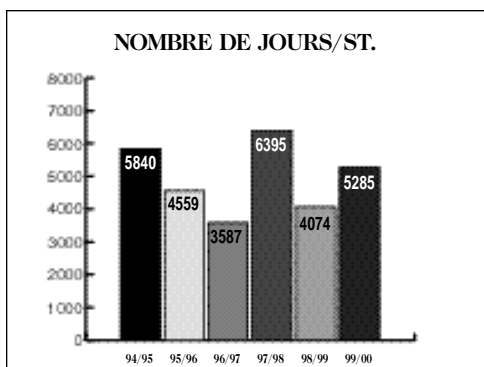
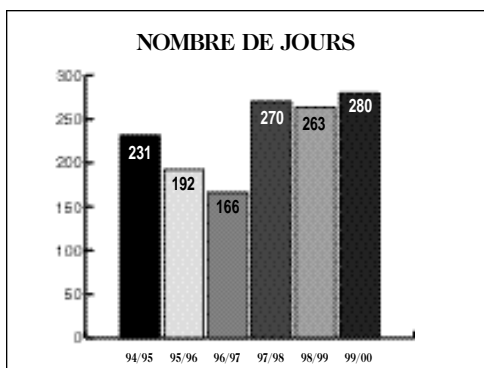
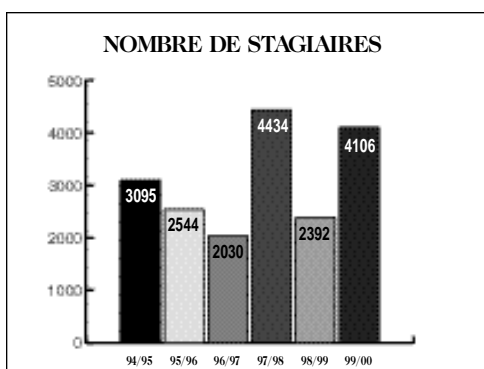
### **a) Nature et répartition des publics**

Les stages ont concerné cette année **4106 personnes**, ce qui rapproche l'activité de l'année écoulée des plus hauts enregistrés en 92/93 ou 97/98 (le chiffre moyen annuel tournant autour de 2500 stagiaires).

L'accroissement constaté du nombre de stagiaires n'est pas dû à nos activités traditionnelles, telles que le PNF (dont c'était la dernière année, nous y reviendrons) ; il est lié au dynamisme de la demande, notamment en provenance de l'international (+ 54 % de stagiaires étrangers formés) et à l'accroissement des actions de conseil et de suivi auprès d'enseignants engagés dans des projets pédagogiques d'éducation aux médias ; ce mode d'intervention a pour conséquence de multiplier le nombre de personnes auprès desquelles nous intervenons (+ 59 %) et de favoriser la présence d'élèves dans les dispositifs de conseil et de suivi (+ 164 %).

Conformément à la tendance de ces dernières années, les actions traditionnelles de formation sont donc sous-représentées (qu'il s'agisse des stagiaires touchés dans le cadre du plan national de formation ou des actions menées en direction des personnels d'encadrement) au profit d'interventions ponctuelles et plus personnalisées.

C'est la raison pour laquelle nous maintenons, à côté des stages, la catégorie du « Conseil » qui correspond à des actes formatifs personnalisés concernant soit une seule personne (doctorants, universitaires, chercheurs étrangers, stagiaires, professionnels des médias), soit des groupes restreints (souvent des enseignants engagés dans des projets pédagogiques innovants), sur des périodes très variables, pouvant aller de la demi-journée à une dizaine de jours ou plus (la plupart du temps en discontinu).

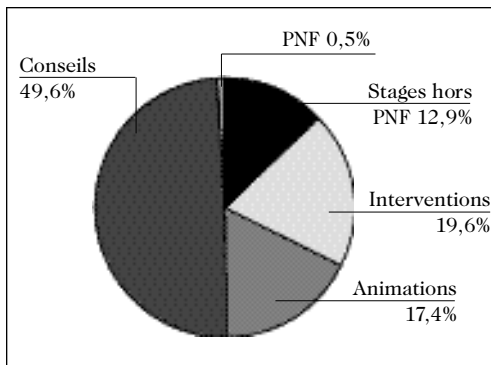


Les formations se répartissent cette année en 4 grandes catégories :

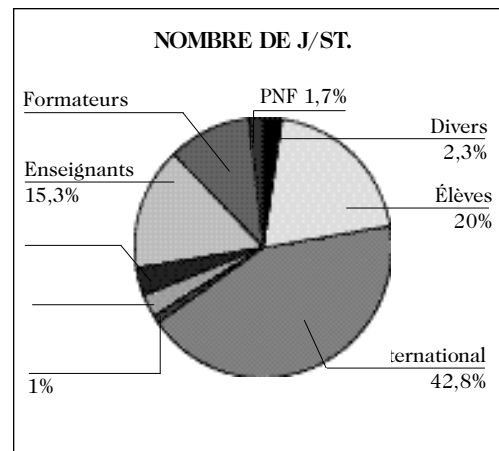
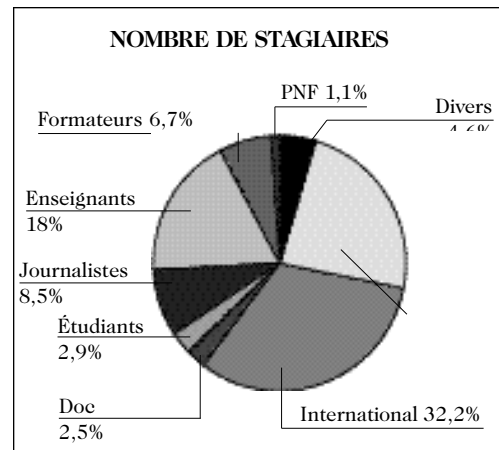
- stages du PNF (2),
- stages réalisés en dehors de ce cadre (29),
- interventions diverses dans le cadre d'un projet de formation (83) ; au sein de ces dernières, nous distinguons, pour améliorer l'intelligibilité des chiffres avancés, deux types d'activités : celles qui sont organisées pour des enseignants ou des formateurs (pour lesquelles nous conservons la dénomination d'« intervention »), et celles qui sont organisées pour des publics mixtes dans lesquels les élèves sont majoritairement représentés (que nous appelons « animations »).

- conseil : 111 actions de conseil ont été menées cette année par le Clemi national (82 l'année dernière) ; elles ont concerné 565 personnes (+ 68 %) et ont représenté 119 journées de formation.

Traduits en pourcentages, ces chiffres font apparaître la répartition suivante entre les différents types d'activités :



Les actions de formation peuvent par ailleurs se répartir en quelques grandes familles, permettant ainsi de préciser la nature et le poids respectifs des différents publics concernés :



**Remarques :**

1) Il serait possible de regrouper en une même catégorie les actions PNF et les actions « formation de formateurs », puisque le PNF s'adresse en priorité à des formateurs de formateurs. La distinction entre les deux publics permet d'identifier clairement celui qui, en dehors du PNF, est touché dans le cadre spécifique de la formation destinée

aux formateurs du réseau et de faire ainsi ressortir l'effort réalisé en sa faveur : sur les 29 journées de stage réalisées hors PNF à l'intention des formateurs, 21 concernent les coordonnateurs et leurs équipes. On trouvera en annexe (cf. **annexe 1**) un exemple de ces formations réalisées à l'intention d'équipes académiques (en l'occurrence,

l'académie d'Orléans-Tours). Les contenus de ces formations peuvent varier considérablement d'un stage à l'autre, car elles répondent à des demandes précises de la part des formateurs, en fonction des besoins qu'ils doivent satisfaire sur le terrain, en fonction aussi de leur domaine de spécialité. On pourra constater l'importance que revêt le contact avec les médias dans ces formations, puisque sur 5 journées de stage, 2 sont consacrées aux accueils dans les médias et aux contacts directs et prolongés avec des professionnels des médias sur leur lieu de travail (cf. en **annexe 2**, la liste des médias visités à cette occasion par les formateurs de l'équipe Clemi de l'académie d'Orléans-Tours ; on notera au passage leur diversité, le petit nombre de stagiaires accueillis par chacun d'eux, la durée relativement importante de l'accueil. Ce sont autant de conditions pour la qualité de la formation, car elles favorisent la richesse des échanges et la personnalisation des contacts entre professionnels des médias et formateurs).

Cet effort, inscrit dans le moyen terme, illustre la volonté de structuration et de professionnalisation du réseau, le dialogue que le centre national entretient avec les équipes académiques, le besoin que celles-ci éprouvent d'actualiser leurs connaissances dans un domaine dont l'une des composantes au moins (les médias) est en constante et rapide évolution (mais le système éducatif se transforme lui aussi, faisant par la même occasion évoluer la nature et les modalités de sa demande envers les médias).

Il est l'aboutissement d'une démarche conjointe des Mafpen (les services académiques à la formation continue ou les IUFM prenant progressivement la relève) et du Clemi national puisque les deux organismes contribuent financièrement à la mise en place des formations. Il trouve son prolongement dans la démarche de formation mise en œuvre par le Clemi national à l'in-

ten tion des seuls coordonnateurs académiques. Ceux-ci sont réunis chaque année, généralement au cours du premier trimestre de l'année scolaire, à l'occasion d'un séminaire de formation (cf. en **annexe 3**, celui de l'année 1999/2000), traditionnellement pris en charge une année sur deux par l'administration centrale ; ce séminaire permet aux coordonnateurs de rencontrer un certain nombre de professionnels des médias, mais aussi ceux qui, au sein du ministère de l'Éducation nationale, sont les interlocuteurs du Clemi dans ses différents secteurs d'intervention.

En dehors des stages de relance, nous mentionnerons aussi, dans la catégorie des formations réalisées en dehors du cadre du PNF, la collaboration régulière et toujours aussi gratifiante que nous entretenons avec l'ENFA (École nationale de formation agricole) ; comme les années précédentes, plusieurs formations ont été organisées à l'intention des enseignants, à la fois au titre de la formation continue et au titre de la formation initiale ; on en trouvera en annexe (**annexe 4**) une illustration.

Enfin, il nous paraît important de mentionner la collaboration qui s'est mise en place entre l'IUFM de Caen et le Clemi pour l'organisation des premières rencontres inter IUFM sur le thème « *Les médias et leurs images* » ; cette opération de formation, dont l'initiative revient à l'IUFM de Caen, était destinée aux formateurs de l'ensemble des IUFM ; le Clemi l'a accompagnée, à la fois comme partenaire (en tant que membre du comité scientifique qui a contribué à l'élaboration du programme et au choix des intervenants), et comme acteur, puisqu'il faisait partie des intervenants. Le séminaire, qui a réuni environ 90 personnes, a ainsi permis la diffusion auprès des formateurs en IUFM de nos pratiques pédagogiques et, de manière plus générale, de l'idée du bien fondé d'une éducation aux médias dans le cadre de la formation initiale des enseignants.

2) D'une année sur l'autre, les fluctuations concernant la variété des publics touchés n'est guère significative ; tel public, peu représenté une année, revient en force l'année suivante, sans que l'on puisse déceler une tendance. Signalons simplement deux constantes :

D'une part, la forte présence des élèves (plus de 20 %, des stagiaires accueillis ou rencontrés), en raison, premièrement, de l'existence au Clemi du fonds spécifique consacré aux journaux scolaires ; l'existence de ce fonds induit en effet de très nombreuses demandes d'enseignants dont les élèves sont engagés dans un projet de journal scolaire (le groupe classe se déplace avec l'enseignant et vient à la fois observer la diversité des publications réalisées par d'autres élèves, et solliciter des conseils pour mener à bien son propre projet). Et deuxièmement, en raison du pilotage par le Clemi de programmes pédagogiques, tels que « Fax ! », qui associent étroitement enseignants et élèves lors des différentes étapes de son élaboration et qui induisent des interventions de suivi et de conseil de la part des formateurs du Clemi.

D'autre part, le niveau élevé de l'international, qui correspond à une part significative de l'activité de l'équipe nationale (plus du tiers des stagiaires touchés), avec des formations dont l'accent peut aussi bien porter sur l'éducation aux médias que sur les usages pédagogiques des médias pour l'apprentissage du français langue étrangère ; elles peuvent aussi bien se dérouler à l'étranger, à la demande d'un organisme particulier, qu'en France, où des groupes d'enseignants étrangers en stage dans une structure d'accueil, souhaitent connaître les activités et les ressources du Clemi. Cette caractéristique est propre au centre national, les équipes académiques n'intervenant dans ce domaine que de manière secondaire (1,8 % des stagiaires formés, cette année), et souvent à la demande du centre national.

## **b) Les actions de formation tournées vers l'international**

Comme évoqué ci-dessus, on peut répartir les actions de formation à l'international en deux grandes familles : celles qui se rapportent prioritairement à des objectifs d'éducation aux médias, et celles qui se rapportent à des objectifs d'enseignement du FLE.

Chacune de ces grandes familles peut à son tour se subdiviser en plusieurs sous-ensembles, selon que l'on considère la nationalité du public concerné (française ou étrangère), son statut professionnel (enseignant, chercheur, journaliste, responsable institutionnel), le lieu où se déroule la formation (en France ou dans d'autres pays).

Dans la première catégorie, celle qui se rapporte à des actions d'éducation aux médias, nous mentionnerons tout d'abord une opération qui nous paraît exemplaire à plusieurs titres, car elle mêle de façon très étroite, collaborations entre chercheurs, conseil et expertise, formation proprement dite et coopération internationale ; il s'agit, pour ce qui concerne la partie formation de cette action, d'un colloque qui s'est déroulé à Québec (Canada), à l'université Laval (cf. **annexe 7**) : le ministère de l'Éducation québécois a entrepris, depuis 1999, la mise en place d'une importante réforme de ses programmes et méthodes d'enseignement, en procédant par étapes, d'abord dans l'enseignement primaire, puis dans l'enseignement secondaire. Dans le cadre de cette réforme, il a été prévu de proposer aux enseignants, à côté des enseignements disciplinaires, de travailler sur des « compétences transversales ». Parmi celles-ci, l'éducation aux médias occupe une place de premier plan. Les enseignants étant peu accoutumés à ce type de contenus et de méthodes, le ministère de l'Éducation québécois a organisé un colloque de deux jours sur ce thème à Québec, en partenariat avec le Clemi.

Ce dernier était chargé de proposer des contenus d'ateliers correspondant aux différents contenus disciplinaires québé-

cois. Dix formateurs (français, mais aussi espagnols et belges) et un journaliste ont ainsi travaillé pendant quatre jours avec les responsables des différents programmes québécois, afin de proposer aux enseignants des « Commissions scolaires » présents, des démarches opératoires et incitatives se rapportant à l'éducation aux médias. Chaque atelier regroupait 60 à 70 personnes.

Ce colloque a suscité un très grand intérêt et a permis la création du Centre de ressources en éducation aux médias québécois (CREM), implanté à l'université du Québec à Montréal (UQAM), qui devrait assurer à terme formations et publications. À côté de cette opération d'envergure, on trouve d'autres activités plus modestes, plus circonscrites dans le temps (mais qui sont peut-être, pour certaines d'entre elles, les signes avant-coureurs de projets tout aussi ambitieux que celui du Québec) :

- C'est par exemple une intervention auprès de responsables du système éducatif italien, qui projetaient de passer des accords avec les grands titres de la presse écrite de leur pays, afin d'en faciliter l'accès aux élèves dans les écoles, et qui souhaitaient mettre parallèlement en place un accompagnement pédagogique pour soutenir cette initiative et permettre aux enseignants concernés de la relayer avec efficacité.

- C'est aussi une intervention auprès d'universitaires et de responsables pédagogiques, dans le cadre du « Conseil pour l'éducation aux médias » de Belgique, sur le thème de « L'éducation aux médias à l'heure du multimédia ».

- En France, c'est l'accueil au Clemi d'une dizaine de journalistes suédois, responsables dans leurs journaux de projets « Presse-école », pour les conseiller dans l'organisation de formations destinées aux enseignants, dans la réalisation d'outils pédagogiques susceptibles d'être mis à la disposition de ceux-ci ; de manière assez régulière, le Clemi reçoit ainsi de petits groupes de journalistes étrangers, provenant essentiellement

des pays nordiques, pour les conseiller dans leurs projets et leurs démarches pédagogiques.

- C'est aussi, de manière plus générale, une intervention à l'occasion du congrès annuel de l'Association mondiale des journaux, qui s'est tenu cette année à Paris, sur le thème de « *La parole des jeunes dans les journaux professionnels et scolaires* ».

- Ce sont enfin des accueils de chercheurs ou d'universitaires, qui viennent d'horizons très divers, dans le cadre de projets très précis ; c'est ainsi que nous avons accueilli cette année :

- Une universitaire algérienne durant une semaine, pour la mise en place d'un projet d'éducation aux médias dans son université à Annaba.

- Un chercheur japonais, détaché auprès de l'entreprise Sony, et chargé d'étudier la possibilité de développer, dans le cadre de l'entreprise, des projets d'éducation aux médias en direction du grand public.

- Une étudiante libanaise, qui étudie les possibilités de mettre en place et de développer, dans son pays, une structure équivalente à ce qu'est le Clemi.

- Une universitaire espagnole, en poste à l'université de Madrid, qui est venue passer une quinzaine de jours dans notre centre de documentation pour terminer la thèse qu'elle consacre à l'éducation aux médias.

- Un universitaire québécois, qui pendant un mois, a travaillé sur un projet de recherche...

Ces actions menées dans un cadre international, qu'elles soient modestes ou ambitieuses, mettent en lumière deux caractéristiques : d'une part le fait que l'éducation aux médias correspond à un champ de connaissances bien identifié et internationalement reconnu, qui se structure petit à petit autour d'organismes variés : les universités, bien sûr, mais aussi les médias, des associations émanant pour la plupart du monde enseignant, et des dispositifs

institutionnels, comme celui qui est en train de se mettre en place au Québec, ou celui qui existe en Belgique (pour ne parler que de pays francophones). D'autre part, que ce domaine de recherche se prête, peut-être plus qu'un autre, à la mise en place de projets internationaux. C'est ainsi que le Clemi a été associé, au cours de l'année scolaire 99/00, à un projet Comenius mis en place par le Centre de ressources pédagogiques de Palma de Majorque (Espagne), en partenariat avec l'Association portugaise « Éducation aux médias », sur le thème « *Jeunes téléspectateurs en Europe : Quelle formation pour les enseignants ?* ».

L'objectif de ce projet était de définir un programme de formation destiné aux enseignants européens. Deux réunions de travail ont déjà eu lieu à Palma de Majorque et à Lisbonne pour en affiner les contours. Il est pour le moment suspendu, en attente de la validation par la commission européenne, de son deuxième volet.

À côté des actions qui mettent l'accent sur l'éducation aux médias, soit comme projet de recherche, soit comme projet institutionnel, le Clemi répond à de nombreuses sollicitations qui émanent des enseignants ou des responsables pédagogiques concernés par l'enseignement du français langue étrangère. Dans ce cas-là, la priorité est donnée à des objectifs d'acquisition de la langue et de connaissance de la culture ; cela ne signifie pourtant pas que les savoirs ou les savoir-faire propres à l'éducation aux médias soient laissés de côté. Au contraire, dans de très nombreux cas, nos interlocuteurs s'aperçoivent rapidement que la prise en compte de la spécificité des supports médiatiques dans l'approche des problèmes proprement linguistiques rend celle-ci plus riche et plus motivante pour les étudiants.

C'est dans ce cadre que le Clemi est amené à intervenir dans des pays étrangers ou à recevoir dans ses murs des étrangers ou des enseignants français en poste à l'étranger :

- Un stage a ainsi été organisé pour des enseignants et des formateurs bulgares, à Sofia en Bulgarie, à la demande de l'Ambassade de France, sur le thème « *Découverte et utilisation pédagogique des médias français d'information* » (cf. **annexe 8**).

- Un autre a eu lieu à Beyrouth, au Liban, pour des enseignants et formateurs libanais, sur le thème « *Internet dans la pédagogie des médias* ». L'objectif du stage consistait à montrer aux enseignants qu'Internet est une nouvelle source d'information, un média à part entière, au même titre que la presse écrite, et qu'on peut s'en servir pour mettre en place des démarches pédagogiques innovantes dans les établissements scolaires (cf. **annexe 9**). De nombreuses contributions réalisées dans le cadre de ce stage se trouvent sur le site web du Clemi.

- Parmi les autres stages qui ont encore eu lieu, mentionnons celui qui s'est déroulé en Colombie, à l'intention des professeurs de français des universités et des alliances françaises, autour du thème de la « *Découverte des médias par la vidéo* » (cf. **annexe 10**), celui qui s'est déroulé en Ukraine à l'intention des formateurs de formateurs sur « *L'utilisation des médias en cours de langue* » (cf. **annexe 11**), ou celui qui s'est tenu à Bakou, en Azerbaïdjan, sur « *L'utilisation des émissions télévisées en cours de Français* ».

- Des missions de plus courte durée ont encore été organisées, à la demande de nos partenaires étrangers :

- Deux journées de formation ont été organisées à Athènes, en Grèce, pour des enseignants de Français langue étrangère, sur le thème de « *Diversité des écrits journalistiques* ».

- Deux autres journées se sont déroulées à Lisbonne au Portugal, à la demande de l'association des professeurs de français portugais, sur le thème de « *Éducation aux médias et enseignement du FLE* »

Parallèlement à ces missions, le Clemi a reçu des stagiaires dans ses murs, soit dans le cadre de formations organisées sur plusieurs journées, soit dans le cadre de sessions d'information et de sensibilisation.

Pour ce qui est des premières, mentionnons le stage organisé à l'intention des responsables de mouvements associatifs algériens souhaitant mettre en place des outils d'information et de communication. Le stage est organisé depuis plusieurs années à la demande d'une association d'échanges franco-algériens, et a pour thème « *Produire des journaux en milieu scolaire et associatif* » (cf. **annexe 12**). Dans ce cas de figure, ce sont des compétences médiatiques qui sont au premier plan, plus que des compétences linguistiques ou d'éducation aux médias.

Mentionnons aussi la coopération mise en place depuis plusieurs années entre le Clemi et le Belc-CIEP (Bureau pour l'étude des langues et des cultures ; Centre international d'études pédagogiques), au terme de laquelle des formateurs du Clemi animent un ou plusieurs « modules » dans le cadre de son stage d'été ; celui-ci a lieu dans les locaux de l'université de Caen et il réunit chaque été en juillet environ 300 professeurs de Français langue étrangère. Le Clemi propose à ces enseignants des modules d'une durée de 16h chacun, sur des thèmes tels que « *Pédagogie des médias* », « *Écrits de presse* », « *Enseigner avec TV5* », « *Faire le journal du stage* », « *Atelier vidéo : pratiques de classe et de l'image* ».

De leur côté, les sessions d'information et de sensibilisation ont concerné des publics variés :

- Des chefs d'établissement français à l'étranger, qui souhaitent se former plus particulièrement aux usages d'internet.
- Des enseignants italiens en stage au CIEP, qui souhaitent avoir des informations sur l'utilisation de la presse en Français langue étrangère.
- 80 professeurs russes de Français, qui,

à l'occasion de leur participation au congrès mondial de la Fipf (Fédération internationale des professeurs de français), sont venus dans les locaux du Clemi pour prendre connaissance de nos pratiques pédagogiques et des ressources documentaires que nous pouvions mettre à leur disposition.

- Une vingtaine de professeurs de français travaillant dans des établissements français à l'étranger dans le cadre de la Mission laïque française, qui ont été sensibilisés aux différents usages pédagogiques des médias au sein d'établissements scolaires.

L'accent a été essentiellement mis sur les activités de formation développées en direction de l'international à partir du centre national, en raison, comme nous l'avons fait valoir plus haut, de l'importance de ce type d'activité. Ce n'est donc pas par omission que nous ne mentionnons pas ici celles qui se sont développées sous l'impulsion des coordonnateurs académiques, mais plutôt par choix ; nous avons en effet montré qu'elles étaient beaucoup moins nombreuses, un peu à la marge des activités de formation ; d'autre part, nous avons déjà abordé cet aspect de la question, en partie du moins, dans un de nos précédents rapports (cf. rapport 96/97).

### **c) Les actions du Plan national de formation**

Celles-ci constituent normalement un point de repère important pour la compréhension des axes prioritaires de formation définis par le Clemi national. Elles devraient être le reflet de la politique de formation du Centre si l'ensemble des propositions qui sont adressées à la direction pédagogique du ministère de l'Éducation nationale étaient retenues.

Il est donc nécessaire de présenter aussi bien les stages qui ont eu lieu que ceux qui n'ont pu se dérouler. Cela permet de restituer de la cohérence à la démarche du Clemi et de faire apparaître, en poin-

tillé, les arbitrages, donc les priorités, de l'administration centrale.

Pour l'année 1999/2000, quatre stages ont été présentés ; ils portaient sur les thèmes suivants :

- « *Formation des coordonnateurs académiques du Clemi* »
- « *Image d'information et éducation à la citoyenneté* »
- « *Un média pour fédérer des projets de réseaux d'éducation prioritaire : la radio* »
- « *Développer les échanges internationaux à partir de l'éducation aux médias* »

Sur ces 4 propositions, 2 ont été retenues :

- « *Formation des coordonnateurs académiques du Clemi* »
- « *Image d'information et éducation à la citoyenneté* »

Ces formations méritent un bref commentaire :

- Le stage « *Image d'information et éducation à la citoyenneté* » (cf. **annexe 5**) est le point d'aboutissement d'une fructueuse collaboration entre les directions pédagogiques du ministère (l'ex-direction des écoles, dans un premier temps, puis la Desco) et le Clemi. Organisé à l'intention des prescripteurs pédagogiques que sont les IEN, les Conseillers pédagogiques et les formateurs en IUFM (une soixantaine de stagiaires), il a permis de démultiplier les acquis des 3 séminaires consacrés à l'image d'information au cours des 3 années précédentes ; ces séminaires, évoqués dans les précédents rapports, ont donné lieu à une publication, « *Image d'information et citoyenneté à l'école primaire* », éditée dans la collection des « Actes du Clemi » peu de temps avant le stage. Cela a permis d'en mettre un certain nombre d'exemplaires à la disposition des stagiaires, qui ont ainsi pu recevoir à la fois la formation qui leur était destinée, et la synthèse des apports des 3 précédentes formations (sélection des principales contributions d'ordre théorique, et propositions de démarches pédagogiques élaborées par les participants des précédents

séminaires ; cf. en **annexe 6**, la première de couverture et la table des matières de cet ouvrage).

- Par ailleurs, l'année écoulée a été, comme nous l'avons brièvement évoqué plus haut, la dernière année d'un des dispositifs de la formation continue du ministère de l'Éducation nationale, le Plan national de formation, aujourd'hui remplacé par le Programme national de pilotage, dont la philosophie et les objectifs ont profondément changé.

Peut-être est-ce l'occasion de compléter la liste que nous avons élaborée dans le rapport de l'année 95/96, où nous avons rappelé l'ensemble des formations organisées dans le cadre du PNF de 89/90 à 95/96 ; les informations complémentaires que nous allons donner ci-après permettront de mettre en perspective 10 années de formation continue en formation de formateurs sur des thèmes se rapportant à l'éducation aux médias.

On constatera, au passage, que le nombre de stages va s'amenuisant au fil des ans :

• **96/97 : 6 stages**

« *Éducation aux médias et citoyenneté : l'utilisation de l'image d'information* » (2<sup>e</sup> séminaire) ; Direction des écoles, « *Apprendre à lire les médias ; apprendre à lire avec les médias* » (niveau 2) ; Direction des écoles, « *Éducation aux médias en ZEP (presse écrite, radio, télévision)* » ; Direction des écoles, « *Éducation aux médias en ZEP* » ; Direction des lycées et collèges, « *Les mutations des médias d'information et l'enseignement des sciences économiques et sociales* » ; Direction des lycées et collèges, « *L'image d'information à l'École : de l'innovation à sa généralisation* » ; Direction des lycées et collèges (Université d'été),

• **97/98 : 3 stages**

« *Éducation aux médias et citoyenneté : l'utilisation de l'image d'information* »

(3<sup>e</sup> séminaire) ; Direction des écoles,  
 « *Le journal scolaire : les enjeux d'une éducation à la citoyenneté* » ; Direction des écoles,  
 « *Formation des coordonnateurs académiques du Clemi* » ; Direction des lycées et collèges,

• **98/99 : 3 stages**

« *Les médias sur Internet : ressources et enjeux pédagogiques* » ; Direction des lycées et collèges,

« *Les journaux de collégiens et de lycéens : les enjeux d'une éducation à la citoyenneté* » ; Direction des lycées et collèges,  
 « *Médias, violence, éducation* » (Université d'été) ; Direction des lycées et collèges,

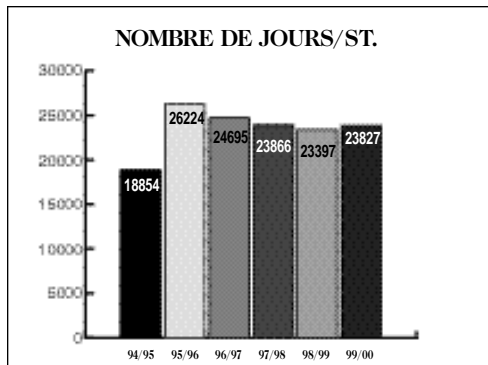
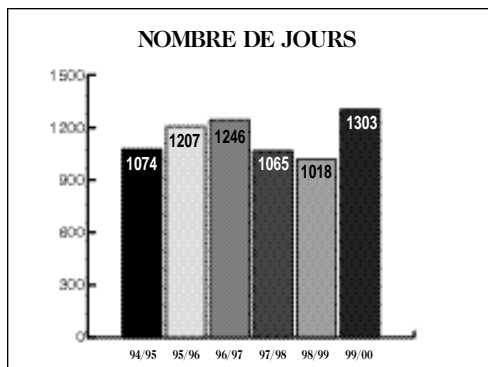
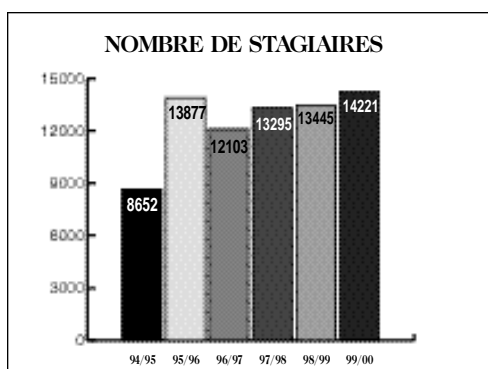
Au cours de ces dix années de PNF, 54 formations de formateurs ont été organisées, dont 4 universités d'été. Les domaines abordés ont été très variés : les enseignements disciplinaires (histoire-géographie, éducation civique, langues vivantes -anglais, espagnol-, sciences économiques et sociales), des domaines proches d'enseignements disciplinaires, tels que l'information scientifique, la maîtrise des savoirs fondamentaux (lecture des textes et des images), les bénéfices d'une éducation aux médias pour les publics scolaires en difficulté (ZEP, Segpa), l'accompagnement des élèves dans leurs projets médiatiques (presse lycéenne, radio scolaire, vidéo scolaire), l'accompagnement de certaines des réformes du système éducatif (mise en place des IUFM, rénovation des lycées), la prise en compte des développements technologiques, notamment avec internet, dans les pratiques d'éducation aux médias, enfin, des questions plus générales et plus prospectives se rapportant aux apports et aux enjeux de l'éducation aux médias au sein du système éducatif (l'innovation pédagogique, l'apprentissage de la démocratie, le rapport à la violence). Un certain nombre de ces formations ont donné lieu, comme les séminaires évoqués plus haut, à la publication d'ouvrages, d'actes, qui ont permis de démultiplier

l'effort de formation et d'enrichir les ressources bibliographiques se rapportant à l'éducation aux médias.

## II) Les actions de formation menées par les équipes académiques

### a) La formation continue

Elle a concerné cette année **14 221 stagiaires**.



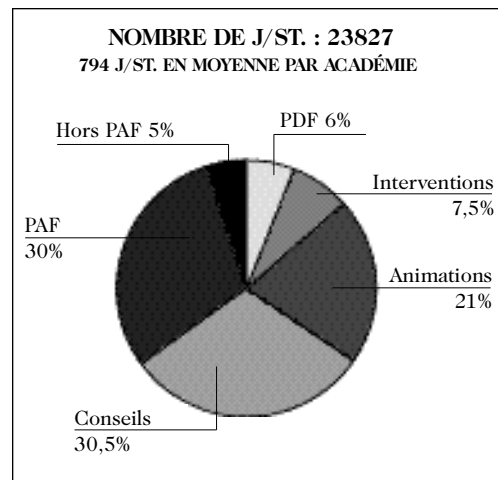
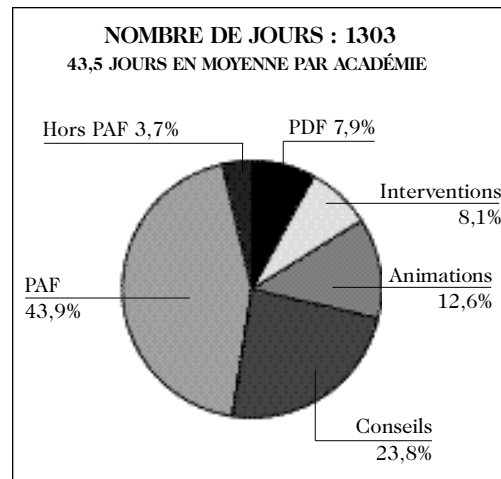
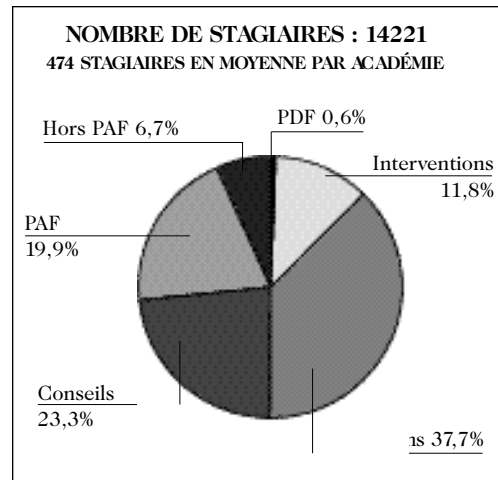
Les chiffres de cette année sont en légère progression par rapport à ceux de l'année dernière : + 6 % pour le nombre de stagiaires et + 1,8 % pour le nombre de journées/stagiaires. Ces chiffres sont globalement encourageants car ils indiquent que la formation continue se maintient à un niveau élevé : il faut y voir la marque d'une demande soutenue de nos différents partenaires, et particulièrement du corps enseignant, ainsi qu'une conséquence du dynamisme des équipes académiques de formateurs, dont l'existence est pleinement reconnue, et le champ de compétence de plus en plus clairement identifié par leurs divers interlocuteurs institutionnels.

### 1) Caractéristiques

Les Académies sont à l'initiative de plusieurs types d'actions :

- des actions à caractère national (aucune cette année) ;
- des actions à caractère académique, telles que les stages du PAF (186 stages, soit 6,2 stages par Académie en moyenne), et quelques colloques (3) ;
- des actions à caractère académique organisées en dehors du PAF (65 stages, dont 30 dans le cadre des plans départementaux de formation, soit 2 stages par Académie en moyenne) ;
- des interventions diverses (96, soit 3,2 interventions par Académie en moyenne) ;
- des activités de conseil, auprès d'enseignants, d'établissements ou de divers partenaires (171, soit 5,7 en moyenne par Académie) ;
- des animations (activités organisées en direction de publics majoritairement composés d'élèves), qui représentent cette année 130 actions distinctes, soit en moyenne 4,3 par Académie.

Les stages du PAF se répartissent, quant à eux, en stages à « candidature individuelle » (84 soit 45 % des stages), et en stages « d'établissement » (63, soit près de 34 % des stages) ; le poids respectif de ces deux familles de stages est légèrement en hausse par rapport à l'année dernière, à la fois en

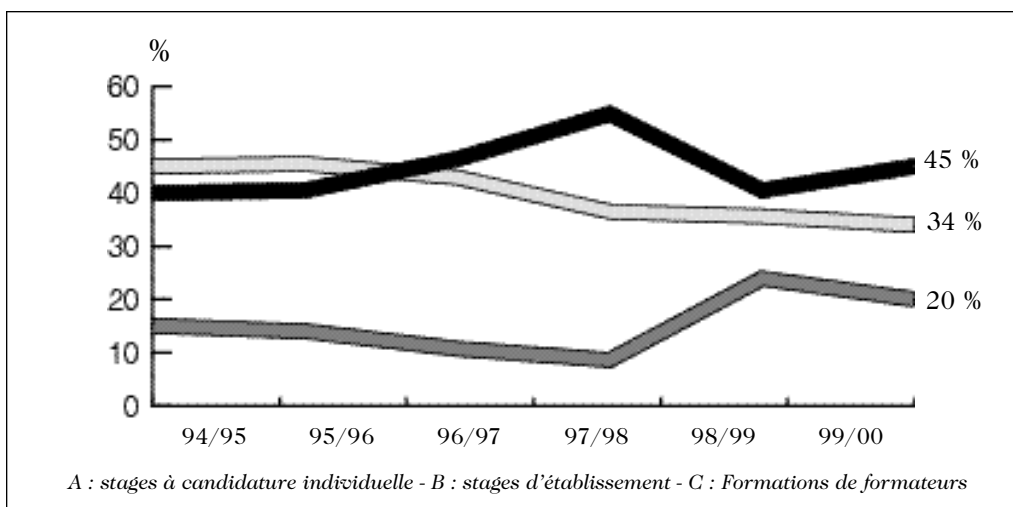


chiffres absolus (respectivement 66 et 58 l'année dernière) et en pourcentage, du moins pour les stages à candidature individuelle (respectivement 40,5 % et 35,6 %) ; les stages destinés à la formation de formateurs, qui avaient fortement progressé en volume et en valeur l'année dernière, se maintiennent à un niveau élevé (près de 20 % des formations organisées, contre 24 % l'année dernière). Il faut sans doute y voir, là aussi, une conséquence de l'évolution du dispositif de formation continue dans son ensemble qui, corrélativement à la diminution des stages du PNF, reporte de plus en plus sur les Académies la charge de la formation des formateurs.

L'activité de formation de formateurs, au niveau académique, mérite d'être illustrée de quelques exemples, qui permettront d'en apprécier la richesse : elle peut en effet correspondre à plusieurs types de dispositifs. Soit, elle s'inscrit dans la continuité du dispositif de formation continue des équipes académiques du Clemi, venant ainsi compléter les actions pilotées au niveau national que nous avons évoquées plus haut (cf. en annexe 13, les sessions de formation organisées par le Clemi de l'Académie de Montpellier à l'intention de ses propres formateurs), soit elle s'adresse de manière indifférenciée à d'autres réseaux de for-

mateurs qui ont besoin d'intégrer dans leurs propres compétences des savoir-faire spécifiques à l'éducation aux médias (cf. en annexe 14, le stage proposé par l'Académie de Versailles sur le thème « *Utiliser les médias en classe* »), soit enfin elle répond à la demande particulière d'un réseau intervenant sur un autre champ, comme dans le cas de l'Académie d'Orléans-Tours, qui a mis en place, pour les formateurs en Sciences économiques et sociales, un module concernant « *L'information sur Internet* » (cf. annexe 15).

Les stages du PAF représentent cette année environ 20 % des enseignants touchés dans le cadre d'actions de formation, alors qu'un peu plus de 35 % (30 % l'année dernière) le sont dans le cadre d'interventions diverses (suivi ou accompagnement de projets, interventions dans le cadre de formations organisées par d'autres réseaux...). Ces dernières ont été divisées en deux grandes familles : celles qui correspondent à une intervention ponctuelle dans le cadre d'une activité de formation organisée par ailleurs, et celles qui correspondent à un apport plus personnalisé, souvent lors de la mise en place d'un projet ou de son déroulement ; ce dernier type d'apport (majoritaire, comme on peut le constater sur les camemberts) est parti-



culièrement exigeant, car il demande, de la part des formateurs, disponibilité et adaptabilité : nous l'avons identifié comme pour les activités du centre national, sous le nom de « conseil ».

Notons enfin que près de 38 % des personnes concernées par ces formations sont des élèves, souvent dans le cadre de formations venant accompagner la mise en place d'un projet (journal scolaire, fax, cyber-gazette, rédaction d'articles pour la presse régionale, dans le cadre de partenariats...) et s'adressant de ce fait à des publics mêlant enseignants et élèves.

## **2) de nouveaux dispositifs de formation : les colloques**

Parmi l'ensemble des formations organisées au niveau académique, trois d'entre elles méritent une mention particulière : ce sont les colloques mentionnés plus haut. Ils représentent une activité qui, bien qu'académique, dépasse largement le cadre d'un simple stage, aussi bien par le nombre des participants, par la variété des dispositifs proposés, que par la notoriété des intervenants.

Leur nombre est en progression régulière au fil des ans : celui organisé par l'académie de Toulouse est le plus ancien ; il a pendant plusieurs années été le seul. Il en est cette année à sa septième édition et il a abordé le cinéma documentaire en prenant pour thème : « *Cinéastes face au monde* » (cf. **annexe 16**), et pour figure emblématique le réalisateur Robert Kramer, à qui une rétrospective était consacrée ; organisé en partenariat avec de nombreux organismes (La DRAC, l'École supérieure d'audiovisuel, l'INA, la cinémathèque de Toulouse, le Centre de recherche et de représentation audiovisuelle de l'histoire, pour ne citer que les principaux), il réunit durant trois journées une centaine de personnes qui partagent une même passion pour les médias et leur rapport au réel ; à la fois « stage, colloque et festival » (pour reprendre le texte de sa plaquette de présentation), il associe, autour

de figures de premier plan du film documentaire, des professionnels, des universitaires, des formateurs, des enseignants, des étudiants et des élèves, ces derniers étant directement associés au déroulement de la manifestation grâce au travail qu'ils ont réalisé en amont avec leurs enseignants sur certaines des œuvres présentées dans le cadre du colloque.

L'équipe du Clemi de l'académie de Dijon a renouvelé cette année son initiative de l'année dernière, en organisant un colloque de deux jours sur le thème : « *Internet : vers une mutation de la déontologie de l'info ?* » (cf. **annexe 17**). L'importance de la manifestation (une centaine de personnes) nécessite, là aussi, un partenariat diversifié, faisant appel à de nombreuses institutions. Les intervenants, français et étrangers, se sont penchés sur les enjeux déontologiques et citoyens des nouvelles technologies, et tout particulièrement d'Internet, dans une perspective d'éducation aux médias ; la presse locale a largement relayé cet événement (cf. **annexe 18**).

Le Clemi de l'Académie de Nancy-Metz s'est à son tour essayé à cet exercice, en organisant, en partenariat avec l'IUFM et dans ses locaux, un colloque de trois journées, sur le thème « *École et médias : regards croisés* » ; les organisateurs ont choisi de le réaliser en deux temps : une journée en juin 2000, et les deux autres journées à la rentrée 2000/ 2001. On trouvera en annexe le programme des trois journées, le programme détaillé de la journée du 7/06 (« *L'École et ses acteurs vus par les médias* ») et l'article qui est consacré à cette manifestation dans le bulletin de l'IUFM (cf. **annexes 19, 20 et 21**) ; ici encore, ce sont près d'une centaine de personnes qui se sont retrouvées, en plénières et en ateliers, pour échanger entre elles, mais aussi avec des journalistes, des universitaires, sur les apports respectifs des médias et de l'École.

Ces manifestations, à mi-chemin entre la formation et le séminaire spécialisé, per-

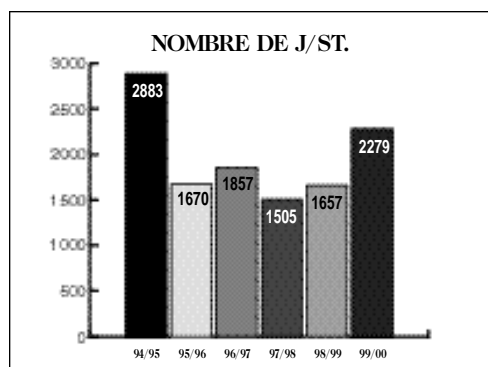
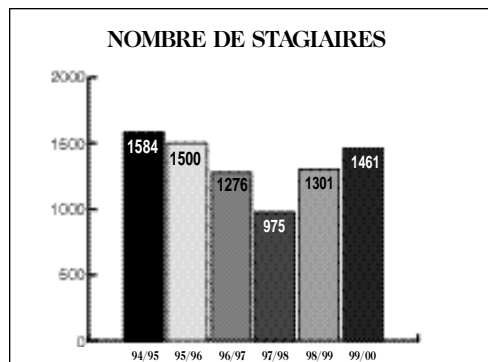
mettent de donner de la « visibilité » à certaines questions se rapportant à l'éducation aux médias, d'y impliquer les différents acteurs de l'Académie, de sensibiliser les différents participants, et en même temps de réaliser un travail en profondeur avec les enseignants et les élèves, sur des thèmes qui font par ailleurs l'objet de démarches pédagogiques précises et souvent innovantes. Car ces « événements », au-delà de leurs éventuels prolongements médiatiques, sont d'abord le point d'aboutissement d'un patient et régulier travail pédagogique réalisé dans les établissements et dans les classes avec d'autres enseignants, des chefs d'établissement, et bien évidemment, les élèves.

Ces nouveaux dispositifs, plus complexes, plus transversaux, plus importants, devraient encore se développer dans les années à venir, ne serait-ce que du seul fait qu'ils créent souvent une dynamique et deviennent ainsi un rendez-vous annuel pour les enseignants, les chercheurs et les professionnels des médias, concernés par le domaine de réflexion défini par le colloque. Toulouse en est à son septième colloque sur le cinéma documentaire ; Dijon prépare la troisième édition de ses rencontres ; Nancy-Metz a organisé le sien à cheval sur deux années scolaires...

## b) La formation initiale

Cette année, comme l'année dernière, 14 IUFM (16 l'année précédente, 19 l'année d'avant) ont organisé des formations se rapportant à l'utilisation pédagogique des médias. Elles ont touché **1461 étudiants** (soit 2279 J/st), ce qui représente 49 stagiaires en moyenne par Académie (76 J/st).

Le nombre de stagiaires a encore augmenté cette année (+33 % l'année dernière, +12 % cette année), et la durée moyenne des formations progresse sensiblement (plus de la moitié des formations ont une durée supérieure à un jour, alors qu'elles étaient moins d'un tiers dans ce cas l'année dernière). Cette augmentation sur deux années



consécutives, encore fort modeste en chiffres absolus, marque peut-être le début d'une reprise, stimulée par le fait que les IUFM, plus proches de la formation continue, et confrontés aux demandes des enseignants dans ce domaine, sont peut-être plus attentifs à la place de l'éducation aux médias dans la formation initiale.

Ceci étant dit, ces chiffres n'en demeurent pas moins très faibles par rapport à l'importance du public potentiel concerné et à l'intérêt que le travail sur et avec les médias suscite dans le corps enseignant en général (cf. l'intérêt spontané manifesté pour la Semaine de la presse dans l'école). **Ces chiffres, rappelons-le aussi, ne tiennent pas compte de tout ce qui peut se faire en matière d'éducation aux médias dans les IUFM, mais uniquement des formations dispensées dans ces organismes par les formateurs du Clemi (qui sont, dans leur quasi-totalité, extérieurs aux IUFM).**

Les formations se répartissent dans des proportions similaires à celles de l'an-

née dernière en ce qui concerne le niveau d'intervention (78 % ont lieu en seconde année, -72 % l'année dernière-); on note par contre un infléchissement en ce qui concerne la nature du public, qui se répartit à égalité entre le premier degré et le second degré (63 % des enseignants relevaient, l'année dernière, de l'enseignement secondaire). Les disciplines sont bien représentées dans les contenus, comme c'était le cas l'année passée, et c'est toujours la documentation qui se retrouve en tête des matières concernées (12,5 % des stagiaires), loin devant les fonctions éducatives (3 % des stagiaires), l'histoire-géographie (4,3 %), les langues vivantes (4,3 %), les lettres (4,3 %) et les sciences économiques et sociales (n.s.).

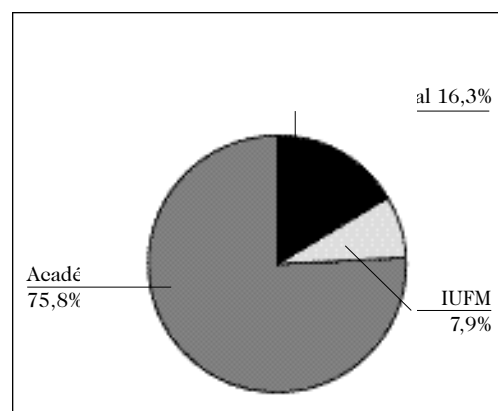
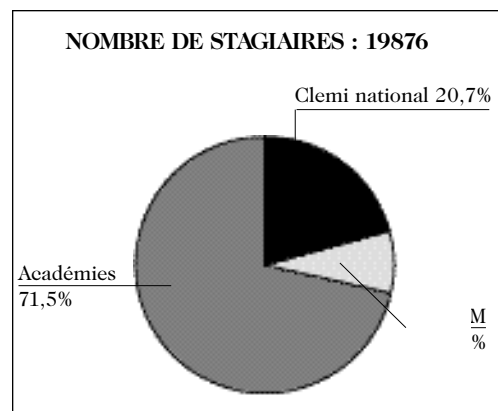
Signalons aussi que, comme dans le cadre de la formation continue, certaines des interventions du Clemi en formation initiale se présentent sous des formes qui relèvent davantage du conseil ou de l'accompagnement; elles s'inscrivent alors dans des dispositifs d'information ou d'animation, notamment à l'occasion de la Semaine de la presse à l'école, ou dans des dispositifs de tutorat, pour guider des stagiaires qui ont choisi, par exemple, de consacrer leur mémoire professionnel à des activités pédagogiques faisant appel à l'utilisation des médias. Un peu plus de 9 % des stagiaires font ainsi l'objet d'une démarche de formation spécifique.

La majeure partie des interventions sont transversales, communes aux professeurs des écoles et aux professeurs des lycées et collèges, et abordent l'éducation aux médias, soit sous forme générale (cf. **annexe 22**), soit à travers certaines de ses applications (audiovisuel ou TICE : cf. **annexes 23,24**); les apports disciplinaires, comme on l'a vu plus haut, restent modestes et circonscrits à quelques matières, dont principalement la documentation (cf. **l'annexe 24**, mentionnée ci-dessus) et l'histoire-géographie (cf. en **annexe 25**, le module « *Les médias dans le cours d'his-*

*toire, géographie, éducation civique* »); ils peuvent se présenter sous forme de contributions spécifiques ou sous forme de collaboration entre un enseignant de l'IUFM et un formateur du Clemi. Certaines formations abordent des domaines plus pointus, comme l'éducation artistique.

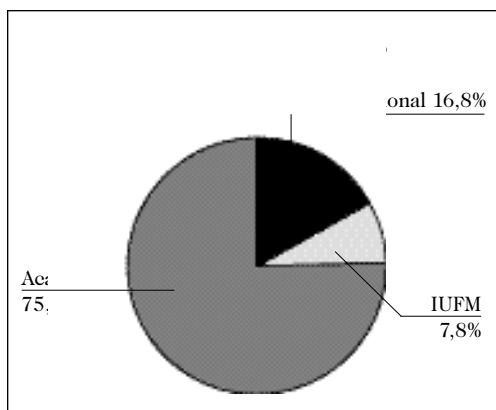
### III) Bilan chiffré

#### a) Répartition des principaux types de formations



Les chiffres de cette année sont à peu de choses près équivalents à ceux de l'année dernière, et n'appellent pas de commentaires particuliers, mis à part l'accroissement des activités du centre national, ce qui

a pour conséquence de réduire, en pourcentage et non en chiffres absolus, les activités académiques et les activités de formation initiale.



### b) Évolution du nombre de stagiaires sur les 5 dernières années

Le nombre des stagiaires est en progression régulière au cours des cinq années écoulées ; la part des activités académiques dans cette progression est déterminante, puisqu'elle a jusqu'à présent

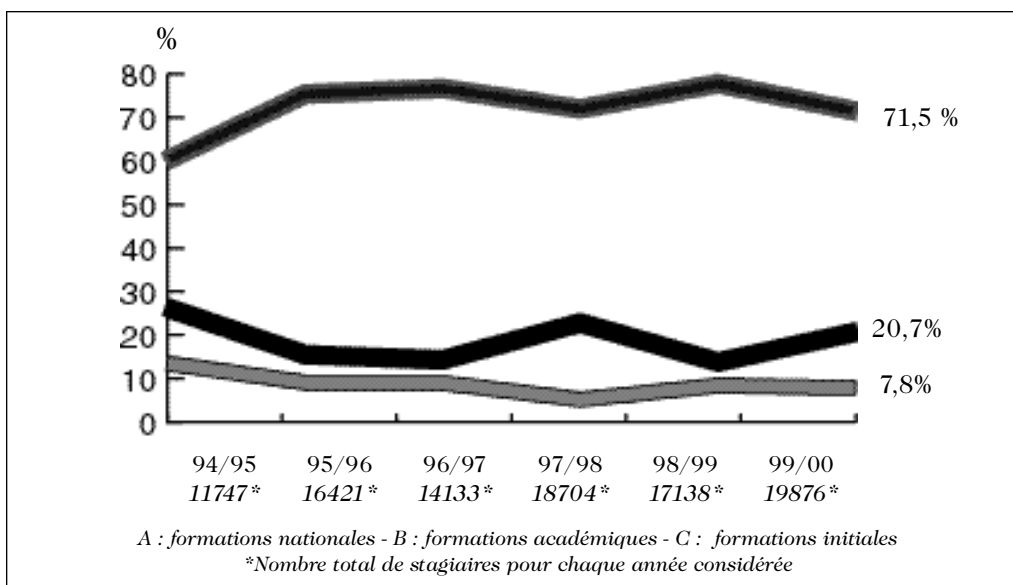
compensé la faiblesse des effectifs en formation initiale et l'irrégularité des résultats du national.

### c) Les publics de la formation

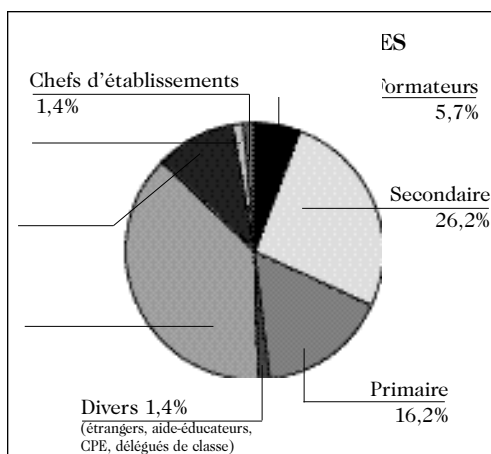
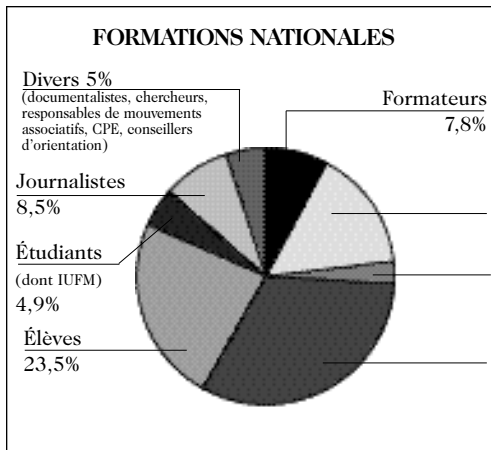
Nous retrouvons, à quelques nuances près, certaines des caractéristiques mises en lumière les années précédentes :

- Prépondérance des enseignants du secondaire dans les formations académiques, même si elle s'atténue, au profit d'autres catégories de stagiaires (31,1 % l'année dernière, 26,2 % cette année).

- Variété des publics, qui trouve une grande partie de son explication dans la dimension éducative et civique de l'éducation aux médias d'information. C'est ainsi que l'on trouve, dans les formations organisées par les équipes académiques du Clemi, certains stages qui s'adressent à des publics spécifiques, comme les CPE, les aides-éducateurs (cf. annexe 26), les délégués élèves au Conseil académique de la Vie lycéenne (cf. annexe 27), les responsables de mouvements associatifs, les conseillers d'orientation, les chefs d'établissement (cf. annexe 28), les personnels administratifs (cf. annexes 29 et 30). Ces stages pourraient être plus nombreux ; une réelle



demande existe, mais leur réalisation se heurte parfois à la rigidité des structures administratives.



- Présence importante de publics étrangers (Clemi national) qui reflète l'intérêt que la démarche du Clemi suscite, tant chez les responsables des systèmes éducatifs étrangers que parmi les enseignants de ces pays.
- Présence significative des publics du primaire, au niveau académique, correspondant à une demande soutenue ; mais là aussi, il faut constater une certaine érosion (21,5 % l'année dernière ; 16,2 % cette année)
- Présence forte des élèves, particulièrement dans le cadre des activités académiques,

en raison des nombreux projets ou animations pédagogiques qui mobilisent, autour d'un petit groupe d'enseignants, une ou plusieurs classes d'élèves.

- Soulignons enfin la présence, modeste mais réelle et active, des chercheurs parmi les différents publics touchés par l'action du Clemi. Leur présence est importante pour le travail du Clemi, et pour son rayonnement. Le poids de ce public devrait graduellement augmenter dans les prochaines années.

#### **IV) Les contenus de la formation continue**

Ce qui caractérise l'offre de formation continue dans les Académies, c'est sa richesse et sa diversité ; les pages web consacrées au Clemi dans les sites académiques permettent de présenter de manière synthétique cette offre. Que ce soit à Paris (cf. annexe 31), à Créteil (cf. annexe 32) ou à Amiens (cf. annexe 33), les propositions de formation s'affichent. Par-delà cette diversité, quelques grandes tendances se dégagent, que l'on retrouve d'année en année, avec certains inflexions dus à l'évolution des priorités et des préoccupations pédagogiques. Ces tendances se concrétisent dans l'existence de quelques grandes familles thématiques :

##### **a) La presse écrite et le journal scolaire : des activités fondamentales**

1) Le journal scolaire est un thème de formation à « géométrie variable », car il permet de choisir de nombreux « angles » pédagogiques ; il représente de ce fait une part importante des stages réalisés (21,8 %). Thème en soi (cf. « *Un journal au lycée* »), ou point de départ pour une mise en perspective (« *Concevoir un journal scolaire pour réussir* » (cf. annexe 34) ; « *L'éveil citoyen par le journal scolaire* » ; « *Journal scolaire et projet ZEP* »), il est perçu et appréhendé dans le prolongement direct de la presse écrite d'information.

2) Avoir un projet de journal scolaire, c'est d'abord se pencher sur la presse des adultes (« *De l'événement au journal* » ; « *Comment lire la presse* » ; « *La presse écrite : la connaître, l'utiliser* »). Cela représente 8,2 % des formations. C'est ensuite apprendre à la connaître et à maîtriser certaines techniques d'écriture (cf. « *Écriture journalistique et mise en page* » ; « *Les différents genres d'écriture journalistique* ») afin, pourquoi pas, de permettre à de jeunes lycéens de devenir correspondants lycéens d'un quotidien régional (cf. **annexe 35**, « *Formation des correspondants lycéens pour Ouest-France* »). Cela représente encore 5,4 % des stages réalisés.

3) C'est enfin passer insensiblement et très naturellement du support papier au support écran, en se familiarisant avec les médias en ligne, en apprenant dans un premier temps à les identifier et à les lire (cf. « *Médias en ligne* »), puis dans un deuxième temps, en se lançant dans l'aventure de l'écriture et de la communication (cf. **annexes 36,37** « *Création internet pour valoriser un journal scolaire* », « *Lire et écrire sur internet* »). Dans ce passage de l'un à l'autre, la continuité qui s'instaure d'un média à l'autre est soulignée (cf. « *Du journal papier au journal en ligne* »), de même que la continuité du projet pédagogique qui sous-tend ces démarches (cf. « *De Freinet à Internet* »). Les stages qui font explicitement référence à l'utilisation d'internet dans le cadre d'un projet d'écriture médiatique, représentent 10 % des formations.

Si l'on fait la somme des pourcentages évoqués ci-dessus, on parvient à un total de 45,4 % des formations dont on peut dire qu'elles sont prioritairement consacrées à l'écrit, et à son support médiatique privilégié, la presse écrite.

### **b) Internet et l'information en ligne : une place à part entière**

On l'a vu à propos de la presse écrite, ce domaine est perçu comme le prolongement naturel des activités liées à l'écrit et le nombre de formations qui s'y réfèrent expli-

citement (10 %) en fait un ensemble aisément identifiable. La formation est concernée par Internet à des titres divers : nous l'avons vu plus haut, le web peut tout d'abord fonctionner par rapport à celle-ci comme outil de communication et d'information, en donnant à connaître les offres de formation existant dans le domaine de l'éducation aux médias. Il peut aussi être étudié comme média à part entière, et à ce titre susciter de nouveaux questionnements (cf. « *Information et internet* » ; « *Internet : vers une mutation de la déontologie de l'information* »). Il peut prolonger les projets de communication des élèves en donnant à ceux-ci à la fois plus de visibilité (cf. **l'annexe 36** mentionnée plus haut) et plus de souplesse en terme de partenariat (cf. « *Réaliser un journal en ligne européen* » ; « *Cybergazette et internet* »). Il peut enfin fonctionner comme outil de formation, en apportant au formateur, par le biais notamment du site du Clemi national et de certaines des pages de ses équipes académiques, des aides et des documents utilisables dans le cadre de la formation mise en place (C'est par exemple explicitement le cas dans le stage de **l'annexe 36**).

### **c) La Semaine de la presse à l'école : un passage obligé**

Année après année, le nombre de stages du PAF qui s'inscrivent explicitement dans le cadre de la préparation de ce moment fort des pratiques pédagogiques liées à l'éducation aux médias, se maintient à un niveau relativement élevé : 7,3 % (9,5 % l'année dernière) des stages mentionnent cet événement dans leur intitulé ; c'est par exemple le cas dans l'académie de Dijon (cf. **annexe 38**, « *Comment animer sa Semaine de la presse* »), ou encore dans celle de Rennes (cf. « *Préparer la Semaine de la presse dans l'École* »), où le stage a été programmé à plusieurs reprises au cours de l'année scolaire. Très souvent réalisés dans une démarche de partenariat avec la presse régionale (cf., le contenu des stages évoqués dans la dernière annexe), ils permettent

de jeter les bases de projets sur le moyen terme et de réunir autour d'une même dynamique les différents acteurs de la communauté éducative et des médias.

La Semaine de la presse est à ce point devenue un moment significatif dans les activités pédagogiques des enseignants qui travaillent avec les médias, que sa présence, en tant que contenu de formation, a acquis une sorte d'autonomie ; on ne la mentionne pas seulement de manière circonstancielle, avant qu'elle n'ait lieu, mais de manière plus générale, comme un élément constitutif de toute formation à l'éducation aux médias (cf. par exemple le contenu du stage cité en **annexe 39** : « *Connaître, analyser et exploiter les sites de presse sur internet ; préparer une séquence pédagogique* » ou celui cité plus bas, en **annexe 42**).

S'il fallait prendre en compte ces mentions, présentes dans le programme des formations, le pourcentage mentionné plus haut serait très certainement bien plus élevé.

#### **d) Des images à l'école**

Avec 21,3 % des formations qui lui sont consacrées, l'image, sous ses différentes formes, est toujours un thème important dans les formations proposées et réalisées. Elle est abordée sous différents angles :

- la production d'images animées (cf. « *Création de documents audiovisuels* » ; « *Le montage vidéo* ») – 3,1 % – ;
- l'analyse de l'image d'information : cette activité est assez souvent corrélée avec la notion de citoyenneté (cf. « *Image d'information et citoyenneté* » ; « *Médias et éducation à la citoyenneté : l'image de presse* »). Elle porte aussi bien sur l'image animée (cf. « *L'image télévisuelle* ») que sur la photo de presse (cf. **annexe 40** : « *Le visuel dans la presse écrite* »). Elle peut s'articuler avec une réflexion sur l'enseignement des disciplines (cf. **annexe 41** : « *L'image dans les nouveaux programmes de Français* ») ou sur des démarches spécifiques (cf. **annexe 42** : « *Enseigner avec l'image en ZEP* ») – 14 % – ;

- les images du journal télévisé, en tant que dispositif emblématique de fabrication de l'information (cf. « *Analyser le journal télévisé* », ou encore, « *Analyser les génériques télévisuels* », « *Analyser les informations télévisées* ») – 4,2 % – .

#### **e) La citoyenneté : une notion fédératrice**

Le thème de la citoyenneté traverse l'ensemble des formations proposées, souvent de manière explicite ; l'éducation aux médias est souvent corrélée avec la notion d'éducation à la citoyenneté (cf. « *Éducation à la citoyenneté et aux médias* », « *Éduquer aux médias, à la citoyenneté* »). Mais on la retrouve aussi bien avec la notion d'information (cf. « *Formation du citoyen : les enjeux de l'info* »), de journal (cf. « *Le journal : outil d'une citoyenneté active* »), de journal scolaire (cf. « *L'éveil citoyen par le journal scolaire* »), ou d'image (cf. supra).

Plus de 6 % des stages affichent cette préoccupation, et abordent la réflexion sur les médias à partir de cet angle. Cette préoccupation participe à la fois des interrogations actuelles du système éducatif par rapport à ses missions, et de la spécificité de la mission du Clemi, qui lie explicitement depuis sa création, éducation aux médias et éducation à la citoyenneté. La conjonction de ces deux dynamiques confère à ce thème, depuis quelques années, une place importante dans les propositions de formation.

#### **f) Quelques domaines ou publics spécifiques**

Quelques formations se retrouvent d'une année sur l'autre, même si elles ne sont pas très nombreuses ; ce qui compte ici, ce n'est pas leur volume, mais la régularité avec laquelle elles sont programmées, indice d'un besoin constant et d'une demande sans cesse renouvelée :

1) Chaque année, de 6 à 10 stages (7 cette année) sont organisés autour des questions relatives à la radio ; pourtant celle-ci souffre d'un double handicap : en tant que média,

elle est souvent occultée au profit de la presse écrite et de la télévision ; en tant que projet scolaire de production médiatique, elle demande des efforts d'investissement en infrastructure qui ne la rendent pas immédiatement accessible, à la différence de l'écrit. Cette année, 2,7 % des formations réalisées ont porté sur ce thème (cf. **annexe 43**, « *La radio, outil pédagogique, outil d'animation* »).

2) De même, un petit nombre de stages sont organisés chaque année en liaison avec certains champs disciplinaires ou professionnels (9 stages cette année, soit 3,5 % des formations) : parmi les domaines de compétence concernés, on trouve celui des documentalistes et des CPE, celui des historiens-géographes (cf. « *Les médias au service de l'enseignement du français et de l'histoire-géographie* »), celui des lettres (cf. **annexe 41**, mentionnée plus haut), celui de l'éducation civique (cf. **annexe 44**, « *Médias*

*et éducation civique* »), celui des sciences économiques et sociales (cf en **annexe 15**, mentionnée plus haut, une formation destinée aux formateurs de la discipline, sur « *L'information sur internet* ») ou celui des langues vivantes (cf. « *Utilisation pédagogique d'internet en classe de langue* »).

3) Enfin, il faut mentionner quelques formations, hors statistiques, qui touchent à des domaines variés, comme la presse enfantine, le français langue étrangère (cf. « *La presse en FLE* »), le documentaire (cf. **annexe 16**, mentionnée plus haut), les écrits scientifiques... ; ces derniers stages bien que très peu nombreux, ne sont pas les moins intéressants. Ils témoignent d'initiatives qui prennent place à la marge de nos principales actions et qui illustrent à la fois la diversité des demandes et l'intérêt que les médias suscitent, comme dispositif et comme source documentaire, dans le cadre d'une démarche pédagogique.

## CONCLUSION

---

Rappelons tout d'abord les principaux chiffres : 19 876 stagiaires ont été formés cette année par le Clemi (4194 par le Centre national, dont 88 élèves-professeurs en formation initiale, et 15 682 par les équipes académiques, dont 1 461 élèves-professeurs dans les IUFM).

Nous retrouvons cette année des chiffres semblables à ceux de l'année dernière et proches des plus hauts niveaux enregistrés au cours des 10 dernières années. La formation initiale est en hausse pour la deuxième année consécutive, après plusieurs années de baisse ininterrompue.

Ces résultats constituent plutôt une bonne surprise, compte tenu des mutations en cours dans les dispositifs de la formation continue dans les académies. Corrélés à d'autres indicateurs, ils indiquent qu'il existe, par-delà les à-coups de l'actualité, un besoin profond et durable de formation à l'éducation aux médias parmi les différents acteurs de la communauté éducative.

PIERRE FRÉMONT